DIAL 2861 - Dossier anniversaire

ARGENTINE - 30 ans après le coup d'Etat militaire de 1976

Adolfo Perez Esquivel, Sandra Russo, Nora Cortiñas & Martin Burgos

mercredi 1er mars 2006, mis en ligne par Dial

Le 24 mars 1976 une dictature militaire s'installait au pouvoir en Argentine. Elle durera jusqu'en 1983. On estime à 30 000 le nombre de disparus. Grâce à l'Opération Condor, elle étendra son champ d'action à d'autres pays d'Amérique latine, tout aussi peu soucieux du respect des droits de l'homme. Triste anniversaire, mais aussi porte aujourd'hui ouverte sur l'espérance grâce au combat mené depuis trente ans par tant de défenseurs de la justice et de la vérité. Pour célébrer cet anniversaire, Dial publie les quatre documents ci-dessous, avec la collaboration de notre correspondant Martin Burgos, économiste et militant des droits de l'homme.

Adolfo Perez Esquivel, Prix Nobel de la Paix : « 30 ans pour la vérité et la justice »

Au nom de l'espace

Mémoire, Vérité et Justice,

Buenos Aires, mars 2006.

La mémoire nous aide à illuminer le présent et à engendrer le futur dans la vie des peuples et dans nos propres vies. L'histoire est faite de la mémoire de la vie des peuples qui s'est construite à travers le temps, avec ses lumières et ses ombres, dans la douleur et dans la résistance. L'Argentine est encore toute ébranlée, elle qui a été violentée par la dernière dictature militaire et par toutes les dictatures imposées à l'Amérique latine par les Etats-Unis au nom de la doctrine de la sécurité nationale. Les coups d'Etat militaires et tous leurs mécanismes de terreur avec leurs méthodes qui ont provoqué des assassinats, des tortures, des disparitions de personnes, la destruction de la capacité productive du pays, ainsi que des milliers d'exilés dispersés dans le monde entier, tout cela reste en notre mémoire.

Cela fait aujourd'hui 30 ans de résistance pour la vérité et la justice. Dans ce long cheminement, nous voulons rendre hommage à toutes les personnes amies, à tous les gouvernements et à toutes les organisations solidaires du monde qui ont partagé notre lutte à partir de chez eux, en développant des campagnes de soutien et en protestant devant les organismes internationaux comme l'ONU, l'Organisation des Etats américains, l'Union européenne et le Parlement européen, mais aussi auprès des gouvernements, des Eglises et des syndicats pour dénoncer les atrocités commises par la dictature militaire imposée à partir du 24 mars de l'année 1976 jusqu'en 1983.

Dans la mémoire collective du peuple, il reste encore bien des procès en suspens qui mènent à l'impunité juridique. Il faut pourtant continuer à rechercher les coupables, à clarifier toute cette période et à emmener devant la justice tous les responsables de ces crimes de lèse-humanité.

Nous pouvons signaler ici le Plan Condor, appelé aussi « l'internationale de la terreur », qui étendait ses tentacules bien au-delà de nos frontières en assassinant, en séquestrant et en faisant disparaître, pendant les transferts, des prisonniers et des prisonnières lors d'opérations effectuées dans divers autres pays. De même aussi, plusieurs entreprises nationales et internationales ont agi en complicité avec la dictature militaire et des médecins se sont portés garants des tortures et ont même maintenu en vie des prisonniers pour qu'on puisse continuer à les torturer. En faisant cela, ils ont trahi leur mission auprès de la société.

Autre chose toujours en suspens mais qui s'éclaircit peu à peu, c'est la récupération de l'identité par des enfants séquestrés ou disparus pendant la dictature militaire. Aujourd'hui, ils sont devenus des personnes adultes et ils peuvent assumer leur propre histoire et la partager avec le peuple.

Beaucoup d'entre nous, nous sommes des survivants de cette époque de terreur et nous persévérons aujourd'hui dans notre engagement pour construire des chemins nouveaux et trouver de nouveaux idéaux afin de bâtir des sociétés plus justes et plus fraternelles. Nous devons signaler que tout ceci est possible grâce à la solidarité des organismes internationaux, de certains secteurs des églises et de certains syndicats qui ont soutenu la lutte et la résistance du peuple contre l'autoritarisme de la dictature militaire et de ses complices. De tous les coins du monde, d'Amérique latine, des Etats-Unis, du Canada, d'Afrique, des pays nordiques et d'Europe, nous avons reçu beaucoup de solidarité.

Nous faisons mémoire de tout cela, et nous réaffirmons encore notre engagement pour continuer la recherche de nouvelles règles de vie orientées vers la construction démocratique et la mise en place des droits de l'homme comme valeurs indivisibles.

Rappelons encore la mémoire de la lutte et du courage de la centaine de journalistes qui ont donné leur vie pour défendre la vie, en dénonçant les atrocités commises par la dictature et en subissant la censure et les persécutions. Ils restent le symbole de la dignité humaine dans la défense de la liberté et des droits de l'homme.

Les causes et les conséquences de ce qui s'est passé hier restent très liées avec celles d'aujourd'hui. Nous savons que l'on récolte toujours ce que l'on a semé et, après 30 ans de résistance, la lutte continue.

Les gouvernements changent, mais le système, toujours aussi pervers, continue à privilégier le capital financier plutôt que le capital humain. Ce système condamne aujourd'hui plus de dix millions d'Argentins, des hommes, des femmes, des jeunes, des personnes âgées et des enfants, à vivre dans la pauvreté et l'indigence. Non seulement, on a volé leurs économies de base qui leur étaient nécessaires pour mener une vie digne, mais aujourd'hui, on prétend leur voler aussi l'espérance.

On nous a imposé une dette extérieure immorale, injuste et, de toute façon, impayable. Cependant, les gouvernements se soumettent toujours aux dictats du Fond monétaire international et de la Banque mondiale et continuent à la payer. De plus, des bases militaires nord-américaines sont implantées dans tout le continent, et dans l'hypothèse d'un conflit, l'ennemi, pour les forces armées, ce sera le peuple. Tout ceci nous démontre que les mécanismes et les idéologies de domination n'ont pas été abandonnés.

Nous devons aussi faire mémoire de tout ce qui demeure de façon permanente dans notre esprit et dans notre coeur, et rester toujours présents auprès des peuples originaires, nos frères et nos soeurs indigènes, qui ont souffert de la persécution, de la mort et de l'oubli dans le plus grand génocide de l'histoire du continent. En particulier dans notre pays, l'Argentine, lors de ce qu'on appelle « La Campagne du Désert » [1]. L'histoire de la résistance de ces paysans indigènes, alors dépouillés de leurs terres, se répète aujourd'hui. Maintenant, on vend leurs terres à des entreprises internationales, on spécule, on réprime les manifestations sociales et on continue à marginaliser les indigènes. Pendant ce temps, les autorités et la justice regardent d'un autre côté.

Les hommes et les femmes qui se sont engagés dans les luttes sociales, avec comme idéal de changer les mécanismes d'oppression et de mort et de construire des chemins nouveaux pour la vie et la dignité, restent les vraies semences de la vie, eux qui ont donné la leur pour parvenir à plus de liberté et d'égalité pour tous.

Après 30 ans de lutte pour la mémoire, la vérité et la justice, nous sommes maintenant affrontés à la réalité d'aujourd'hui. Malgré toutes les difficultés, les peuples restent debout. Cependant, de nouvelles perspectives et de nouveaux horizons apparaissent dans la vie des peuples. Cela ressemble aux ruisseaux souterrains qui, tout à coup, surgissent à la surface de la terre et changent le cours de la géographie et de l'histoire. Aujourd'hui, dans tout le continent, la résistance et la pensée indépendante se manifestent à partir des organisations sociales et même de certains gouvernements qui commencent à prendre conscience de la réalité et à créer leurs propres valeurs pour essayer de rompre les chaînes de la domination.

C'est dans cet esprit que nous voulons partager avec vous. Nous voulons vous demander de vous souvenir de ces 30 années de lutte pour la Vérité et la Justice avec ces trente mille disparus qui sont toujours présents dans notre mémoire et dans la résistance. Le 24 mars, nous allons faire une marche [2], depuis le Congrès jusqu'à la Place de Mai, en souvenir de tous ceux qui ont lutté pour construire une société nouvelle et qui ont posé des jalons sur les chemins de la libération des peuples. Ils ont trouvé de nouveaux idéaux et ont donné du sens à la vie pour les générations actuelles et pour les générations futures.

Il reste encore un long chemin à parcourir. Au bout de ces 30 ans, nous voulons aussi partager avec vous ces quelques instants de réflexion afin de nous rendre plus forts dans la résistance pour que « Plus Jamais » ne puisse se reproduire ce que nous avons vécu, non seulement dans notre pays, mais aussi dans tout le continent et même dans le monde entier.

Nous voulons enfin vous remercier pour votre solidarité et pour le soutien que vous nous avez toujours apporté, et vous dire aussi que la lutte pour la vie et la dignité des personnes et des peuples continue.

30 000 disparus restent. Présents ! Maintenant et toujours.

Adolfo Pérez Esquivel

Entretien avec Nora Cortiñas, présidente des Mères de la Place de Mai

A 30 ans de la dictature militaire en Argentine, qui a provoqué la disparition de 30 000 personnes, les organismes de droits de l'homme continuent leur action en quête de la vérité et de la justice. Leur existence se justifie de façon paradoxale puisqu'ils ont pour tâche de faire appliquer la loi par celui qui devrait être son garant : l'Etat. Les organismes de droits de l'homme en Argentine sont profondément conscients du rôle politique qu'ils ont dans cette étape de l'histoire. Leurs revendications ne se limitent d'ailleurs pas à la politique des droits de l'homme : il sont aussi le relais d'autres luttes.

Les Mères de la Place de Mai représentent de façon exemplaire cet acteur social que sont les organismes de droits de l'homme. Martin Burgos, notre correspondant, s'est entretenu pour le compte de Dial *avec la présidente, Nora Cortiñas, dont nous publions ci-dessous les propos.*

Nora, quelles ont été les causes du terrorisme d'Etat imposé par la dictature de 1976-1983 ?

Le terrorisme d'Etat a eu l'intention d'imposer, à feu et à sang, des politiques économiques néolibérales. Ce travail s'est fait en concertation avec l'Operation Condor qui s'est déroulée sur un territoire recouvrant la Bolivie, le Paraguay, l'Uruguay, le Brésil, l'Argentine et le Chili. Le travail effectué dans le cadre de l'opération Condor a consisté à persécuter des exilés dans toute la région, à échanger des prisonniers entre les dictatures de ces pays et, une fois rapatriés, à les enfermer dans des camps de concentration, à torturer et à assassiner dans le but d'annihiler un mouvement social et politique qui proposait un autre projet de société.

Comment naît le mouvement des Mères de la Place de Mai ?

Les Mères sont nées comme une forme de résistance au terrorisme d'Etat et à sa pratique répressive - la disparition de personnes - qui consistait à priver la personne de tous ses droits et de son identité. Une fois entrée dans le camps de concentration, la personne devenait un numéro, on lui faisait subir les pires tortures, on l'assassinait et essayait de faire disparaître son corps pour toujours. Ce système, qui a commencé en Indochine et en Algérie, a été importé en Amérique latine, et s'est trouvé renforcé par les méthodes enseignées aux militaires du tiers-monde dans l'Ecole des Amériques par les militaires nord-américains. Nous les Mères avons commencés à rechercher nos fils, nos filles et nos neveux disparus, à réclamer pour eux et, à force de nous rencontrer dans les salles d'attente des édifices publics (tribunaux, prisons, hôpitaux, régiments), nous nous sommes organisées. Le 30 avril 1977, nous nous réunissons pour la première fois sur la Place de Mai. Nous formions un groupe de 14 Mères qui est allé en grandissant. A la fin de l'année 1977, 3 Mères de la Place de Mai et 2 Soeurs françaises disparaissent dans une opération menée dans le but de casser le mouvement. Mais nous sommes devenues plus fortes encore depuis ces évènements.

Vous aviez l'espoir de retrouver vos fils avec le retour de la démocratie en 1983 ?

Oui, nous avons cru les promesses qu'avait faites Alfonsin dans sa campagne électorale, selon lesquelles son gouvernement allait retrouver les disparus et ouvrir les prisons et les archives du régime militaire. Mais rien de tout cela n'est arrivé. Nous avons dû nous contenter d'une Commission de recherche sur les personnes disparues (la CONADEP) - qui fut limitée -, et du jugement des dictateurs dont les condamnations ne furent pas à la hauteur des crimes commis. Le sentiment d'impunité s'est confirmé avec les lois d'amnistie votées par Alfonsin en 1986/87 et les décrets de Menem de 1990/91.

Vous avez changé vos objectifs et vos méthodes face aux politiques de droits de l'homme adoptées par les gouvernements démocratiques ?

Nous avons continué la lutte pour nos fils disparus, mais nous avons aussi élargi nos revendications car nous pensons que la défense des droits de l'homme doit être intégrale. Aussi, nous appuyons et travaillons avec les mouvements sociaux en faveur de l' éducation publique, la santé publique, le travail, l'habitat, la terre, et le respect pour l'égalité entre races et sexes. Dans un premier temps, notre revendication se limitait à savoir où étaient nos fils et neveux disparus, mais peu à peu, nous avons compris que nous devions aller plus loin car tout se tient.

Quelle opinion avez-vous de la politique des droits de l'homme que mène le président Kirchner depuis 2003 ?

La politique des droits de l'homme de Kirchner nous a ouvert beaucoup de voies, là où les autres gouvernements démocratiques avaient mis des obstacles. Le positif est l'abolition des lois d'amnistie - que nous appelons les « lois d'impunité » -, le changement de la Cour suprême de Justice, et quelques actions symboliques auxquelles nous tenons. Ce sont des pas importants qui vont dans la direction de la recherche de la vérité et de la justice pour laquelle nous luttons depuis 30 ans. Mais en ce qui concerne les rêves et les luttes de nos filles et nos fils, nous sommes loin d'y parvenir, et nous vivons encore sous la domination de l'économie néolibérale, la faim, la pauvreté, le logement précaire, l'expropriation des terres des indigènes en faveur des entreprises multinationales. Il faut revenir sur les privatisations, il ne faut pas payer la dette extérieure car elle est due à la spéculation de quelques grands groupes économiques et nous l'avons déjà payée plusieurs fois. Le gouvernement doit être attentif à la militarisation et aux traités de libre-échange qui mettent en danger le continent, et surtout, il doit écouter le peuple qui continue à vivre dans une situation limite.

Deux religieuses françaises victimes de la dictature
Léonie Duquet et Alice Domon

Léonie Duquet et Alice Domon sont deux religieuses françaises arrêtées en Argentine en 1977 à l'instigation du capitaine Astiz. Le corps de Léonie Duquet a été retrouvé et identifié en août 2005. Texte de Sandra Russo, journaliste, paru dans Nueva Tierra *(Argentine) , octobre 2005*

Sur cette photo, les commissures des lèvres suggèrent la grimace de la tragédie. Ces plis à l'inverse du sourire de la Joconde. Des arcs légers, vers le bas. Ces deux bouches sont fermées. Des lèvres fines, collées l'une à l'autre pour dire quelque chose : le message du silence.

Et les regards. Celui de Léonie est fixé dans le vide, rongé par la douleur. Un regard soutenu, cependant, par un menton hautain, laissant voir une dignité que ceux qui la virent, dans l'instant où elle reste saisie dans la photographie, n'ont sûrement pas remarquée. De toute façon, cette dignité ne s'adressait pas à eux. Ce type de dignité extrême n'est dirigé vers personne. C'est un don inévitable, d'un prix intérieur très élevé, qui n'est pas coté parmi les assassins. En revanche, le regard d'Alice choisit une légère inclinaison et fixe un point aveugle en dessus du champ de l'appareil photo.

Évidemment, on leur avait dit qu'il fallait regarder dans cette direction.

Un exemplaire du quotidien La Nacion indiquait la date avec, par derrière, le drapeau des Montoneros [3] pour compléter la mise en scène de l'Ecole de mécanique de la marine (ESMA - centre de tortures). La nationalité française des religieuses était alors un problème inespéré pour l'armée, et les militaires voulaient détourner les soupçons.

J'allais écrire à propos de la phrase magnifique de l'anthropologue légiste Luis de Fondebrider, interviewé cette semaine dans le quotidien Pagina 12 par Victoria Ginzberg, a dit : « Donner un nom à un corps est comme récupérer sa vie ». J'y ai pensé parce que, quand j'ai lu cette phrase, elle a continué à retentir dans ma tête. Bien que Fondebrider se référait spécifiquement au travail des anthropologues légistes, qui, dès 1984, se consacrent avec une constance et une habilité remarquables à démonter le piège des NN dans lequel les militaires de la dictature ont enfermé des milliers de personnes (« Un disparu n'est pas là, il n'est pas, il n'a pas d'existence », a dit Videla), la phrase m'a semblé lumineuse. Parce qu'elle peut s'appliquer aux corps des morts, mais aussi aux corps des vivants.

La lutte pour l'identité est, de façon symbolique, la grande lutte argentine. À la question « Qui sommes-nous ? », que nous traînons depuis deux siècles, les NN de la dictature leur ont prêté leurs corps, mais pas seulement eux. Les Grand-Mères, en récupérant les identités des jeunes,agés aujourd'hui de vingt ans, récupèrent aussi des vies en les rendant leurs noms.

Le premier geste d'un couple lorsqu'il désire et obtient une grossesse est de penser à un nom : en nommant ce nouvel être on en fait une personne. Rendre son vrai nom à quelqu'un, c'est lui rendre sa vérité. Une identité construite sur le mensonge débouche inévitablement sur un échec, et il y a des vies qui sont cela, des actes manqués.

A propos d'actes manqués, je me suis mise à regarder la photographie que les militaires ont montée à l'ESMA pour diriger les soupçons de la séquestration de Leónie Duquet et d'Alice Domon vers les Montoneros. En la décrivant, je ne pouvais pas éviter une réminiscence, sans arriver à la déchiffrer. Jusqu'à ce que j'ai observé les yeux de ces femmes graves, condamnées à poser pour cette photo, sûrement conscientes que cette pose les éloignerait encore plus de leur libération, qu'elle enliserait leurs destins.

Et c'est alors que je me suis rendu compte que ces regards fixes dans le vide me rappelaient les photos policières des documents d'identité. Justement d'identité. Celle que ces femmes retenaient, celle qui allait leur être arrachée par la force. Celle que, vingt-huit ans après, les anthropologues légistes leur rendraient.

C'est si impressionnant et hasardeux le parcours du corps de Leónie Duquet, c'est si incroyable ce cheminement qui l'a conduite de l'ESMA à un avion, de l'avion à la mer, de la mer à la plage, de la plage au cimetière Général Lavalle, du cimetière à la vérité.,On ne peut pas réaliser sans un frisson une histoire

semblable, si incroyable. On est tenté par le mot miracle.

Ces regards de carte d'identité, réclamés par les kidnappeurs qui voulaient fabriquer une photo d'insurgé, ont été un acte manqué. Je me suis alors rappelée des dernières photographies similaires à celle-là, celles des otages capturés par des forces irrégulières irakiennes, des journalistes ou des citoyens des pays envahisseurs qui, en regardant une caméra, avec leurs bourreaux derrière eux, semblent supplier l'œil de la caméra de se laisser traverser pour que leur désespoir émeuve leurs gouvernements.

En Argentine, l'unique photo similaire que je me rappelais avoir vue était celle de Jorge Born [séquestré avec son frère en septembre 1974 par un groupe commando des Montoneros] avec en toile de fond les portraits de Perón et Evita et un drapeau des Montoneros. C'était sûrement la photo qui avait inspiré celle de l'ESMA. Jorge Born regardait-il le vide ou regardait-il l'appareil photo ? me suis-je demandé. J'ai cherché cette photo et, en fait, Born, fatigué, les cheveux en désordre, avec des cernes autour des yeux, regardait l'appareil.

Les regards perdus dans le vague de Léonie et d'Alice sont l'indice de la fraude, du simulacre. Avec la pose et la perspective choisies par l'Etat pour donner aux citoyens leur identité – de profil, le regard tourné vers le côté -, l'Etat terroriste argentin des années 70 a commis une erreur.

De toutes façons, Leónie Duquet est non seulement une victime à qui, vingt-huit ans après son assassinat, on rend la dignité de son nom. Sur cette photo qu'elle partage avec sa collègue Alice Domon, leurs bouches fermées dans la grimace de la tragédie disent, peut-être, que des actes si aberrants peuvent être commis dans une société seulement si plusieurs, si des milliers, si des millions tournent leurs regards ailleurs.

1976 : un tournant dans l'histoire économique de l'Argentine

La dictature ne fut pas seulement un fait politique, ce fut aussi l'inauguration d'un nouveau régime économique, dont les conséquences se font sentir jusqu'à présent. La dégradation de la situation a été et est aujourd'hui très importante par rapport à la situation antérieure à 1976. Il appartient au pouvoir actuel de Néstor Kirchner de changer les bases du modèle économique en vigueur. Article de notre correspondant Marin Burgos, économiste.

Il y a peu de doute que 1976 est une date charnière dans l'histoire de l'Argentine, non seulement du point de vue politique, mais aussi dans le domaine socio-économique. Pour pouvoir mesurer l'impact de la dictature militaire, il faut revenir à l'Argentine d'avant 1976, où la politique de substitution d'importations avait permis l'industrialisation du pays. Cette structure économique se caractérisait par une distribution équitable des revenus où les salaires représentaient 50% du PIB. Il y avait une industrialisation importante, un niveau de pauvreté de l'ordre de 10%, avec une situation de quasi plein emploi et une dette extérieure de 20% du PBI. A 30 ans de la dictature militaire, la part des salaires est tombée à moins de 30% du PBI, le chômage est en moyenne de 15%, le niveau de pauvreté varie entre 30 et 40% de la population, la dette extérieure s'est envolée au-delà de 100% du PBI et la base industrielle s'est concentrée en peu de mains, tandis que de nombreuses PME liées au marché intérieur ont disparu.

Ce panorama est en relation directe avec la politique intérieure du pays, et principalement avec le changement du rapport de forces entre le capital et le travail. En ce sens, la réduction des salaires était l'objectif principal de la dictature militaire, et elle y est parvenue par le moyen d'une répression féroce. Par ailleurs, la politique économique a provoqué un profond changement au sein de certaines sections du capital, qui modifiera la forme de fonctionnement du capitalisme argentin.

Cette politique économique a consisté, d'une part, à « développer les marchés financiers », augmentant les taux d'intérêts locaux et faisant baisser le taux de change à un niveau non compétitif. En conséquence,

ces mécanismes de spéculation ont provoqué l'apparition d'une dette extérieure impayable et d'un nouvel acteur d'importance dans la politique argentine : les créanciers extérieurs (les grandes banques internationales et leurs porte-parole, le FMI), dont l'objectif sera de maintenir des conditions macroéconomiques favorables à la spéculation.

Par ailleurs, la politique d'ouverture commerciale avec un taux de change non compétitif a soumis l'industrie à la compétition implacable des importations, détruisant une grande partie des PME et générant un processus de concentration industrielle qui renforcera la place des capitaux étrangers. Parallèlement est apparu un nouvel acteur, les grands groupes économiques nationaux qui, grâce a leur diversification sectorielle, ont su s'adapter aux nouvelles conditions de production. Ces derniers, tout comme les firmes multinationales, doivent leur fortune aux contrats publics et à la fuite des capitaux dans le cadre de la spéculation financière.

Les principaux perdants du nouveau modèle, les PME et les travailleurs, qui furent les bases sociales du modèle de substitution d'importation, seront définitivement remplacés par cette nouvelle configuration du capital formée par les firmes multinationales, les créanciers extérieurs et les grands groupes économiques locaux. Dorénavant le degré de confrontation ou d'alliance entre les fractions de ce « capital concentré » sera décisif pour définir la politique à suivre par les gouvernements, qu'ils soient démocratiques ou non, radicaux ou péronistes. Dès lors, la croissance économique dépendra de la possibilité donnée à l'Etat de s'endetter et de renouveler le cycle de la spéculation – comme ce fut le cas dans les années 79/80, 91/94 et 96/98. Lorsque le climat international n'est plus favorable, l'économie stagne et aboutit à une crise financière de grave ampleur dont les principaux perdants sont les travailleurs (années 81/82, 83/89, 95 et 98/2002).

Depuis 2003, pour première fois depuis 30 ans, l'Argentine connaît une forte croissance tout en réduisant sa dette extérieure. Cependant, les salaires continuent à se situer à un niveau bien en dessous de la moyenne historique, ce qui ravive le débat entre économistes pour savoir si on est ou non en marche vers un nouveau modèle. Cependant, il fait peu de doutes que le changement est un problème principalement politique, et que le gouvernement du président Kirchner porte la responsabilité de changer les bases du modèle post-76.

– Dial – Diffusion d'information sur l'Amérique latine – D 2861.
– Traduction Dial.
– Source (espagnol) : voir chaque texte.

En cas de reproduction, mentionner au moins l'auteur, la source française (Dial) et l'adresse internet de l'article.

Notes

[1] À la fin du 19ème siècle et au début du 20ème.

[2] À Buenos Aires.

[3] Groupe argentin de guérilla urbaine.